



Anne-Christel Zeiter

Université de Lausanne

L'asile, terrain miné : défis d'une "recherche embarquée" en (socio)linguistique appliquée

Certains terrains de recherche – et le contexte de l'asile en fait évidemment partie – sont particulièrement sensibles en termes d'enjeux politiques et économiques. Si les décideurs politiques et institutionnels voient souvent d'un bon œil l'irruption d'un regard scientifique potentiellement positif pour leur image sociale et éventuellement utile pour l'optimisation du travail effectué sur le terrain, ils et elles craignent en même temps la fuite d'informations non contrôlées dans les médias, voire le contrôle de leur travail par un regard expert. Sous couvert d'une volonté réelle de protéger les personnes, la confidentialité des données est ainsi réglée dans diverses conventions de recherche, sur des modes assez similaires à ce que la sociologie des médias décrit comme de la recherche embarquée : un accès direct et presque illimité au terrain, contre le respect d'une certaine forme de censure. Lorsque la recherche porte sur l'acquisition des langues, toutefois, les décideurs sont un peu moins méfiants, tant ils peinent à imaginer que l'on puisse s'intéresser à autre chose qu'à la classe de langue... Lorsque les analyses commencent à porter sur des enjeux politiques, économiques, inter-institutionnels ou sociaux potentiellement dérangeants, c'est-à-dire lorsque la recherche s'avère non uniquement didactique et plus clairement sociolinguistique et critique, la censure peut toutefois venir s'ajouter aux conventions pourtant déjà strictes de la recherche embarquée.

Dans cette conférence, je soulèverai différentes questions éthiques et méthodologiques rencontrées dans ma propre expérience sur le terrain de l'asile entre 2015 et 2019. Je réfléchirai en particulier aux positionnements de la chercheuse lors de la négociation du recueil des données, mais également à la double-contrainte dans laquelle elle est prise au moment de la publication : comment en effet continuer à accéder à des données pertinentes, publier des résultats, autrement dit éviter la censure, et en même temps s'assurer de « bonnes » relations avec les décideurs afin d'avoir une voix qui puisse intervenir auprès des professionnels du terrain, pour aller dans la direction de partenariats éclairés avec les enseignant-e, les travailleurs sociaux et les décideurs politiques et institutionnels ?